

Faire entendre la voix de l'opposition ouvrière au gouvernement

Licenciements, chômage, hausse des prix et blocage des salaires, la coupe est pleine. Après la hausse de la TVA au 1^{er} janvier, c'est aujourd'hui la baisse programmée du pouvoir d'achat des retraités (report de la revalorisation du régime général, blocage des retraites complémentaires).

Le gouvernement nous chante que « les caisses de l'État sont vides, il faut faire des sacrifices », mais il met en place son « Pacte de responsabilité » qui va permettre aux patrons de toucher 30 milliards d'euros d'aides supplémentaires, sans même s'engager à créer le moindre emploi.

Si les caisses sont vidées, c'est par un virement permanent vers les comptes des plus riches, de ces patrons et possesseurs de grandes fortunes qui annoncent jour après jour les licenciements par milliers pour augmenter leurs profits.

C'est dans ce contexte que se déroulent les élections municipales du 23 mars.

Le PS veut conserver ses fiefs municipaux malgré l'impopularité de la politique de son gouvernement. La droite voudrait faire oublier son passé pour lui en faucher. Et le Front national d'en profiter pour déverser sa démagogie réactionnaire, pour chercher à dresser les travailleurs les uns contre les autres : comme si c'étaient les immigrés, et non les grands patrons que Marine Le Pen n'aspire qu'à servir, qui licencient, précarisent et suppriment des postes !

Quant aux municipalités elles-mêmes, ce ne sont pas elles qui pourront mettre fin au chômage, aux bas salaires, ni même donner des solutions aux questions du logement ou des services publics avec les moyens limités que l'État leur alloue.

Alors si ces élections peuvent servir, pour nous les travailleurs, à quelque chose, c'est à faire entendre notre colère et nos revendications. En tout cas, là où se présentent des listes qui mettent en avant les intérêts des travailleurs et de tous ceux qui sont privés d'emploi.

Voter pour les listes présentées par le Nouveau parti anticapitaliste (NPA), ou par Lutte ouvrière, est la seule manière d'exprimer notre refus de la politique menée par la gauche gouvernementale comme par la droite.

C'est une occasion de se prononcer clairement pour des revendications d'urgence pour tous :

- Interdiction des licenciements et partage du travail entre tous, avec maintien du salaire.
- Augmentation des salaires de 300 € pour tous ; pas de salaires inférieurs à 1 700 € nets.
- Arrêt des subventions aux entreprises privées, sous prétexte de création d'emplois qu'on n'a jamais vus et ne verra pas, mais création des emplois indispensables dans les services publics.

Ces mesures permettraient aux travailleurs de traverser la crise en la faisant payer à ceux qui s'enrichissent sur le dos des couches populaires. Il s'agit de prendre l'argent où il est : dans la poche des gros actionnaires, des prédateurs du CAC 40.

Bien sûr, aucune élection ne permettra cela. Ces mesures sont celles d'un programme de luttes, mieux, d'un programme d'unification de nos luttes qui actuellement restent encore dispersées.

La classe des travailleurs fait tourner l'économie, elle organise tout ce qui est nécessaire à la société. C'est elle qui, par ses luttes, peut inverser le rapport de forces avec les patrons et le gouvernement.

Voter pour les listes qui mettent en avant les revendications du monde du travail, c'est renforcer tous ceux qui refusent de baisser la tête et de se résigner, tous ceux qui se battent contre l'exploitation. Et préparons-nous, bien au-delà des élections, aux combats indispensables.

Votez pour les listes du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) là où elles se présentent (Paris, Nanterre, Evry...), ou pour celles de Lutte Ouvrière.

Manifestons le 18 mars et préparons la suite !

La CGT, la FSU, FO et Solidaires appellent à manifester, aujourd'hui mardi 18 mars, à 13h30 à Paris, de Montparnasse aux Invalides.

Contre le Pacte de responsabilité, pour nos emplois et nos salaires : préparons la nécessaire riposte d'ensemble !

Réorganisations permanentes

La nouvelle organisation commune avec Nissan sera appliquée dès avril. Avec une réorganisation tous les six mois, c'est dur de savoir où on va. Et on nous promet déjà d'autres « convergences » d'ici 2015 (VU...). Pour la transparence et la visibilité, on repassera. Et il faudrait adhérer à toutes ces réorgs !?

Moins ça change, plus c'est pire

Le discours lénifiant de la direction sur la réorg laisse sceptique. Dans les secteurs convergés, les salariés « *conserveraient le même métier et les mêmes activités [et les] pratiques de travail existantes. Les changements se limiteraient à des évolutions de rattachement et à un élargissement du périmètre de responsabilité pour un nombre limité de cadres.* » Qui peut y croire ? « Aie confiance », disait le serpent du livre de la jungle...

La face cachée de l'Alliance

Difficile d'avoir un avis sur les choix de convergence avec Nissan sans connaître toute la situation et l'organigramme de Nissan, que la direction se garde bien de présenter. On ne saura donc pas qui converge vers l'autre, ni si ces convergences concernent aussi Nissan ou juste Renault. Converge et tais-toi.

Chasse aux doublons à l'Ingénierie

71 % des salariés de l'Ingénierie France (5009 sur 7074) vont passer dans des directions convergées Renault-Nissan : toute la DE-S, la DE-T et la DE-M, des parties de la DE-V, de la DE-I et de la DE-P.

Des « *synergies significatives* » sont recherchées sur « *l'ingénierie des systèmes et des composants électriques, la stratégie plateformes et développement des composants véhicules, la simulation numérique et les essais, l'ingénierie mécanique et les recherches et avant-projets* ». Entendez : mise en concurrence pour avoir les projets, réduction des coûts et des effectifs... Au TCR, des projets sont gelés en attendant de connaître la répartition du travail entre Renault et Nissan. A part ça, rien ne change.

Les dessous du modèle Nissan

A l'usine Nissan de Canton aux USA, la direction fait tout pour empêcher l'implantation d'un syndicat : menaces de fermeture, campagne antisyndicale, projection de film par la direction montrant que les syndicats ruinent l'industrie automobile, intimidation des salariés, listes noires... C'est le modèle social que Ghosn veut faire « converger » chez Renault ?

Vous avez dit égalité ?

A Guyancourt, les femmes cadres sont rémunérées en moyenne 14 % de moins que les hommes, et les ETAM 7% de moins. 0,6 % des salariées femmes ont eu une promotion en 2013, contre 0,8% des hommes : de ce côté, c'est l'égalité dans la misère.

Les mauvais calculs de Billig

Vantant sa réorganisation de l'Ingénierie de juin 2013, le directeur de l'Ingénierie, de la Qualité et l'Informatique Renault a déclaré à l'*Usine Nouvelle* que la création d'une direction de l'ingénierie Système (DE-S) avait permis d'allouer plusieurs fonctions sur un même calculateur « *alors qu'avant, une fonction équivalait à un calculateur* ». Sauf que les calculateurs multifonctions existaient déjà avant. Tout est bon pour s'en attribuer le mérite.

« Innovez ! » qu'ils disaient

A la DE-V (Ingénierie Véhicule), des objectifs de plus d'huissiers et de dépôts de brevets sont apparus dans les entretiens individuels. Comme si les innovations pouvaient être décidées ainsi et que tous les métiers permettaient d'en faire. Mais ça servira toujours à justifier l'absence de promo l'an prochain.

Dégraissage à marche forcée

En 2013, 2868 salariés de Renault sas (Renault France sans les filiales) ont quitté l'entreprise : 1766 en Dispense d'Activité, 754 en retraite, 239 en mobilité externe et 109 en création d'entreprise. L'accord de compétitivité fixe un objectif de 8260 départs d'ici 2016. Il reste donc encore 5392 « départs naturels » à trouver en 2 ans...

Guyan... de plus en plus court

Les effectifs de Renault Guyancourt ont fondu de 8 % entre 2012 et 2013 : 221 départs en retraite, 154 démissions, 36 licenciements (23 en 2012)... et seulement 12 embauches externes en CDI. On compte aussi 250 Dispenses d'Activité et 52 mobilités externes en 2013. Une tendance qui ne va pas s'arranger en 2014, entraînant une surcharge de travail ou l'abandon d'activités faute de compétences selon les secteurs. Il est urgent de changer de cap.

PEI Lardy en grève face au mépris

Assez des absences pas remplacées, du matériel insuffisant, des vêtements de travail et des chaussures de sécurité non fournies, des charges de travail inégales : les salariés de PEI, qui assurent le nettoyage à Renault Lardy, en avaient fait une pétition. Réponse de PEI : la mutation d'office à Paris et à Vélizy de deux de leurs porte-paroles.

En réaction, les salariés ont cessé le travail depuis jeudi après-midi, malgré les pressions de la plupart des syndicats de PEI (FO, CFDT, SNA, CGT). Salariés de PEI Lardy et Guyancourt : mêmes problèmes, même combat !

Pas d'AKKAlmie

Pour la troisième fois, les syndicats d'AKKA appellent à faire grève vendredi 21 mars contre la réduction des frais professionnels, et à se rassembler devant le siège d'AKKA à Boulogne. On y va !